

Afrique-Economie-Pétrole/APPO

LIBREVILLE, 15 décembre (Infosplusgabon) - La question de l'Avenir de l'Industrie Pétrolière et Gazière en Afrique, à la Lumière de la quête mondiale de transition énergétique, figurait en tête de l'ordre du jour des discussions Ministérielles, rapporte un communiqué de presse.

Le Conseil des Ministres de l'Organisation des Producteurs de Pétrole Africains (APPO) vient de clôturer sa 41ème Session Ministérielle avec la résolution de poursuivre l'exploitation des énormes ressources pétrolières et gazières de ses Pays Membres pour l'émancipation économique de ses populations tout en explorant l'utilisation des énergies renouvelables.

La Session présidée par le Président de l'Organisation, Mohamed Arkab, Ministre des Mines et de l'Energie de la République d'Algérie, a vu la participation des Ministres et Chefs de Délégation des 14 Pays Membres de l'Organisation, à savoir : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la RD Congo, l'Egypte, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la Libye, le Niger, le Nigéria et le Tchad.

Étaient également présents le Ministre du Pétrole et de l'Energie du Sénégal, Mme Aishatou Sophie Gladima, le Vice-Ministre de l'Énergie du Ghana, Mohamed Amin Adam, le Secrétaire Exécutif de la Commission Africaine de l'Énergie de l'Union Africaine, M. Rashid Ali Abdalla et le Président Exécutif de la Chambre Africaine de l'Énergie, M. NJ Ayuk, parmi d'autres organisations internationales de l'énergie.

La question de l'Avenir de l'Industrie Pétrolière et Gazière en Afrique, à la Lumière de la quête mondiale de transition énergétique, figurait en tête de l'ordre du jour des discussions Ministérielles. Les Ministres ont reconnu la réalité du changement climatique et ont exprimé leur soutien à tout effort humain visant à lutter contre les dangers du changement climatique.

La Session a noté que l'approche actuelle de la transition énergétique est une imposition unilatérale où les pays développés qui, pendant plus de cent ans, ont utilisé les combustibles fossiles pour développer leurs économies et leurs sociétés, et qui ont toujours été conscients des dangers des émissions de combustibles fossiles, disent maintenant au monde que les combustibles fossiles sont dangereux pour l'humanité et que tous devraient les abandonner.

Les Ministres ont noté que ce mouvement agressif pour la transition énergétique arrive à un moment où les économies africaines sont prêtes à se lancer dans l'industrialisation, qui nécessite beaucoup d'énergie, alors que les économies des pays développés ont maintenant besoin de moins d'énergie en raison de leur transformation de la fabrication vers la production de connaissances et l'intelligence artificielles.

Les Ministres ont en outre identifié les défis imminents auxquels l'industrie pétrolière et gazière sera confrontée en Afrique, étant donné que les financiers internationaux retirent leur financement à l'industrie, et que les institutions de recherche pétrolière et gazière des pays développés qui ont toujours été à la pointe du développement technologique ferment leurs facultés pétrolières. En ce qui concerne le financement des projets énergétiques sur le continent, le Conseil a décidé de rechercher sur le continent des ressources publiques et privées afin de réunir les capitaux nécessaires pour continuer à financer l'industrie pétrolière et gazière.

Ils ont convenu que l'Afrique devait revoir sa stratégie, car la donne change rapidement. L'Afrique doit chercher en son sein l'expertise, la technologie, le financement et les marchés pour ses ressources énergétiques. Le Conseil a noté que le potentiel existe, car l'Afrique compte une population énorme de 1,3 milliard d'habitants. Il suffit de les mobiliser et de leur donner les moyens d'acheter de l'énergie.

Le Conseil a réaffirmé son attachement à la protection de l'environnement, en soulignant la nécessité de recourir aux technologies qui permettent l'utilisation de combustibles fossiles avec

une empreinte carbone minimale. En outre, le Conseil a appelé les pays technologiquement avancés et financièrement capables d'apporter leur soutien aux pays africains alors qu'ils sont aux prises avec les défis de la Transition Energétique. Le Conseil a noté la nécessité de mettre en place des infrastructures énergétiques intra-africaines telles que des pipelines transfrontaliers, des dépôts de produits et des terminaux.

Le Conseil a souhaité la bienvenue à cinq nouveaux Ministres, S.E.M. Bruno Jean-Richard Itoua du Congo, S.E.M. Budimbu Ntubuanga Didier de la RD Congo, S.E.M. Thomas Camara de la Côte d'Ivoire, S.E.M Mohamed Oun de l'Etat de Libye et S.E.M. Mahamane Sani Mahammadou du Niger.

Le Conseil a élu à l'unanimité S.E.M. Diamantino Pedro Azevedo et S.E.M. Samou Seidou ADAMBI, respectivement Ministre des Ressources Pétrolières de l'Angola et Ministre de l'Eau et des Mines du Bénin, comme Président et Vice-Président de l'APPO pour l'année 2022.

Enfin, le Conseil a approuvé M. Celestin ENANTO, Membre du Conseil Exécutif pour le Bénin et M. Jean Jacques KOUM, Membre du Conseil Exécutif pour le Cameroun, respectivement, comme Président et Vice-Président du Conseil Exécutif pour l'année 2022.

FIN/INFOSPLUSGABON/USD/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon